



28^{ème} CONGRES du CIRIEC à BERLIN en 2010 INTERVENTIONS FRANCAISES

Alain ARNAUD

Président Directeur général de la Banque Fédérale Mutualiste
Président de la Mutualité de la Fonction Publique
Président du CIRIEC-France

Valeurs et éthique pour un développement durable

Mesdames et Messieurs, chers amis, je suis très heureux d'intervenir à ce Congrès, au nom du CIRIEC-France.

En propos préliminaire, je voudrais vous dire que n'étant ni théoricien, ni historien, ni philosophe, mon intervention s'appuiera essentiellement sur mon expérience de praticien du secteur économique et social, puisque j'ai des responsabilités dans le mouvement mutualiste français. Elle sera donc un témoignage de mon vécu au sein de ce secteur.

« Valeurs et éthique pour un développement durable »

S'il n'y avait qu'un seul sujet à traiter dans le contexte de la grave crise que traverse le monde, ce serait bien celui-là, car je l'affirme avec conviction, ce n'est que sur la base d'un cadre de valeurs fondamental et avec des pratiques éthiques que l'on préservera la finalité de tout système de développement voué à l'homme.

J'aborderai donc très volontiers ce thème autour de trois axes de réflexions et de questionnements :

- en premier lieu, quelques éléments de constat sur l'ordre mondial dans lequel nous vivons,
- ensuite, un focus sur le contexte de crise et les enseignements que l'on peut en tirer en termes d'éthique,
- enfin, quelles réponses possibles et est-ce que le modèle de l'économie sociale peut servir de référence.

1 - Je voudrais tout d'abord planter le décor en vous invitant à nous poser collectivement une première question : pourquoi en sommes-nous là, dans quel monde vivons-nous, dans quel ordre mondial sommes-nous aujourd'hui?

Nous savons tous ici que la libéralisation des échanges intervenue après la Seconde Guerre Mondiale, et la gigantesque globalisation qu'elle a entraînée, est à l'origine du progrès économique et social de nombreux pays, progrès lui-même nourri, dans un processus itératif, par les formidables avancées des sciences et des technologies.

Cela s'est traduit par l'élévation des niveaux de vie, l'accès aux soins de santé, l'allongement de la durée de vie, l'accès à la formation, l'information, la culture.



Mais nous savons aussi que ces progrès, incontestables, n'ont pas bénéficié à tout le monde. Une seule référence chiffrée, évoquée par le philosophe Patrick Villeret : la fortune de 225 personnes les plus riches dans le monde est égale aux revenus de 2,5 milliards d'êtres humains.

Nous savons également que malgré le progrès économique, et c'est tout le paradoxe, les inégalités n'ont cessé de se creuser, et les crises – financière – économique – sociale – environnementale - alimentaire, ne feront qu'accentuer cette tendance insupportable au creusement des inégalités, avec la montée du chômage, de la précarité, de la pauvreté et de l'accès aux ressources vitales.

Dans le même temps, nous assistons depuis ces dernières décennies à un affaiblissement, sinon une régression, de l'idéal humaniste et démocratique promu par la pensée philosophique du XVIII^{ème} siècle (le Siècle dit des Lumières), et cela sous l'effet de la conjugaison de multiples facteurs que je vous propose d'analyser autour de quelques mots-clés :

- **Marché** : aujourd'hui, je crois qu'il n'y a plus grand monde pour remettre en cause la pertinence de l'économie de marché comme moyen de développement, et ici, à Berlin lieu historique de l'effondrement de l'économie dirigée, on est bien placé pour le savoir. Même les pays tel que la Chine, où régnait il n'y a pas si longtemps un système d'économie planifiée assez rigide, en ont découvert les vertus. Pour autant le marché est devenu le maître-mot dans la théorie et la pratique économiques, et on peut même dire que le marché est devenu dominant dans l'organisation des sociétés, avec le soutien idéologique de la pensée néo-libérale. Et même si certains services dits d'intérêt général échappent encore à cette domination, ils ont du mal à résister aux groupes de pression mercantiles et aux filets de la discrète mais efficace Organisation Mondiale du Commerce.
- **Concurrence** : la concurrence, libre et non faussée, est le corollaire du marché. Elle est censée le réguler, en équilibrant l'offre et la demande, et en préservant les droits du consommateur. Cela est séduisant au plan théorique. Mais en est-il toujours ainsi ? Bien évidemment non, malgré tous les efforts effectués par les autorités de régulation, lorsqu'elles existent. Par ailleurs, on peut légitimement se poser la question de la primauté des règles de concurrence lorsqu'il s'agit de secteurs qui contribuent au service de l'intérêt général, ou lorsqu'il s'agit de la mise en œuvre de pratiques solidaires, comme par exemple en France l'assurance santé solidaire développée par la mutualité. Ce que l'on ne sait pas suffisamment, c'est qu'il appartient aux Etats en Europe de déclarer ce qui relève des services sociaux économiques et non-économiques, et cela renvoie au débat politique au sein de chaque Etat.
- **Consumérisme** : le développement du consumérisme est l'une des conséquences de la domination du couple marché / concurrence. Fortement stimulé par les offres surabondantes, le marketing et la publicité, le consumérisme finit par être chez l'individu la pratique de vie s'appliquant à tout, au détriment du sentiment citoyen et de l'intérêt général. Quand je paie une cotisation ou un impôt, j'achète un service ou un droit qui doit m'avantager à titre personnel !
Le consumérisme appliqué à outrance est un élément destructeur de l'intérêt collectif et de la solidarité.



- **Démocratie** : elle doit être à la base de toute société évoluée, parce que c'est elle qui garantit l'organisation d'une société libre et égalitaire, dans le respect de la dignité de la personne. A contrario, l'absence de démocratie est douloureusement vécue par de nombreux peuples dans ce monde. Pour autant, comment est-elle pratiquée aujourd'hui dans les sociétés dites démocratiques? Sommes-nous certains que nos pratiques garantissent le respect absolu de cette valeur universelle ? Est-ce que la sur-médiatisation qui domine nos sociétés ne fait pas émerger de plus en plus une démocratie d'opinion en lieu et place de la démocratie réelle, exprimée directement sans débats sur le web, le plus souvent à partir d'idées reçues, d'informations non vérifiées, ou de rumeurs ?

La réponse est déjà contenue dans ces questions : oui, nous avons de très gros efforts à faire, tant individuellement que collectivement pour préserver cette valeur qui est probablement ce qu'il y a de plus fondamental dans l'organisation des relations entre les hommes.

- **Confiance** : la crise financière a sans aucun doute aggravé la crise de confiance qui s'est développée ces dernières années entre les individus et les organisations institutionnelles. Sans doute le citoyen moyen, devenu hyper-consommateur, s'est-il retrouvé déçu des services qu'il pensait avoir achetés auprès des dites institutions. Sans doute, s'est-il senti grugé par l'attitude des banques et des gestionnaires de fonds. Plus généralement, la confiance s'est perdue ces dernières années au fur et à mesure du creusement des inégalités et de l'impuissance des pouvoirs publics à endiguer les crises et les injustices, quelle que soit d'ailleurs la nature du régime politique mis en place. Cette évolution est probablement parmi les plus préoccupantes pour l'exercice de la démocratie.
- **Responsabilité** : la notion de responsabilité est également garante du bon fonctionnement des sociétés. Mais celle-ci s'estompe avec l'accroissement des inégalités ressenties, avec la montée de l'individualisme et des égoïsmes, avec le rejet de toute forme d'institutionnalisation. Le sentiment couramment exprimé, c'est que le responsable, c'est l'autre, c'est la société, au sein de laquelle je n'ai que des droits et surtout pas de devoirs.

Voilà donc quelques éléments, non exhaustifs, du constat que je souhaitais mettre en évidence, et qui me paraissent caractériser le monde d'aujourd'hui :

- un ordre mondial contrasté et paradoxal, dans lequel le progrès est inégalitaire,
- un ordre mondial dominé par la cupidité, l'appât du gain et les pratiques spéculatives,
- un ordre mondial en perte de valeurs universelles et qui manque cruellement de perspectives humanistes.

Nous pourrions rajouter à ce tableau pour être un peu plus complet, les graves problématiques géopolitiques de ce monde, car celles-ci sont et seront de moins en moins neutres : la montée des intégrismes religieux, le développement de l'intolérance entre les peuples, les atteintes de plus en plus grandes aux droits de l'Homme.

2 – Quels enseignements peut-on retirer de ce contexte de crise au plan de l'éthique et des pratiques?

La crise financière aura eu semble-t-il au moins un mérite, celui de réveiller certaines consciences, tout du moins provisoirement.

La crise a durement fait chuter les cours de bourse en ruinant de nombreux épargnants et pensionnés, et en générant une crise économique et sociale sans précédents. Mais elle a aussi fait chuter de leur piédestal les grand-prêtres du libéralisme financier, et voler en éclats leurs certitudes arrogantes !

Que n'a-t-on entendu au moment où cette crise a éclaté, sur les dérives du système financier, les pratiques spéculatives, les rémunérations abusives et les bonus ?

Et pourtant, les spécialistes financiers et les responsables économiques et politiques ne pouvaient ignorer que le développement d'une économie financière virtuelle, basée sur des modèles mathématiques et des algorithmes, déconnectée de l'économie réelle, ne pouvait aller qu'à la catastrophe. C'est ce qui est arrivé.

Les appels à la moralisation du système financier vont donc dans le bon sens, même s'ils sont tardifs.

Pour autant, sait-on tirer les bons enseignements de cette très grave crise et de ses conséquences économiques et sociales désastreuses ? Nous savons aujourd'hui que ce n'est pas le cas.

La crise financière n'a pas été un simple accident technique conjoncturel. Elle n'a pas été non plus la crise du capitalisme financier libéral, parce que celui-ci se nourrit des cycles haussiers et baissiers. Au surplus, quand c'est nécessaire, il sait faire mutualiser ses pertes par la collectivité. Sur ce plan, nous venons tous de le voir, y compris dans les pays les plus libéraux qui n'ont pas hésité à faire intervenir l'Etat pour injecter des capitaux dans les entreprises défailtantes. Et puis le capitalisme financier en a vu d'autres, et il sait rebondir, nous le constatons d'ores et déjà tous les jours dans les salles de marché !

La crise financière est en réalité révélatrice d'une crise de société profonde, voire d'une crise de civilisation, - une société qui a semé en son sein les germes de son propre éclatement, parce qu'elle ne connaît plus sa finalité première, l'Homme, et privilégie le moyen, l'argent, - une société dont le moteur principal est alimenté par la frénésie financière et la spéculation, au détriment de la création de valeur par le travail, - une société qui ne sait pas non plus, redistribuer équitablement les richesses produites, ni préserver son environnement.

Il faut, bien sûr, réguler le système financier, mais peut-on sérieusement croire que la régulation aille au-delà des déclarations d'intention et autres incantations, dans un monde globalisé où tant d'intérêts contraires sont en jeu ?

Du reste, malgré les annonces à grand renfort de medias, peu de mesures concrètes ont à ce jour été prises à la suite de la fameuse réunion du G 20.



Ce qu'il faudrait réguler en réalité, c'est la cupidité des hommes, celle qui conduit aux égoïsmes, aux injustices, aux inégalités, et finalement aux graves troubles de société. Mais cela est une autre histoire.

On a entendu beaucoup d'appels à la moralisation du secteur financier. On ne peut que s'en réjouir, bien entendu, tant les pratiques spéculatives, les rémunérations abusives, l'absence de transparence ont été choquantes.

Les institutions financières, assurances, et banques sont certes des entreprises qui comme les autres doivent pouvoir assurer leur rentabilité. Mais davantage encore que les autres, elles ne doivent pas oublier que l'argent qu'elles drainent sur leurs comptes n'est pas le leur. C'est celui que les assurés, les déposants et les prêteurs leur confient, en toute confiance. Elles ont donc l'ardente obligation de l'employer à bon escient, avec un risque mesuré et des pratiques transparentes.

Au-delà donc de la nécessaire moralisation du secteur financier, il y a donc nécessité d'une véritable « écologie financière », si je peux m'exprimer ainsi.

La première mesure « écologique » est déjà d'appliquer dans les pays où celles-ci existent, la loi, les règles, les normes institutionnelles, les recommandations déontologiques professionnelles. C'est la responsabilité des pouvoirs publics de faire appliquer les règles, et les autorités de contrôle y veillent, mais probablement pas avec la même intensité dans tous les pays.

Une seconde mesure « écologique » serait d'organiser la traçabilité des flux et des opérations dans un but de totale transparence. Le client déposant d'une banque doit être en mesure de comprendre comment est utilisé son argent, et savoir quelle est la marge d'intérêt que l'établissement gestionnaire perçoit. Accessoirement, il a droit à connaître la formation des coûts dans la facturation des frais bancaires. C'est à ce prix que les banques pourront redorer leur image, particulièrement dégradée dans l'opinion publique.

Une troisième mesure « d'écologie financière », c'est celle que doivent prendre les Etats avec courage, en matière d'encadrement des pratiques spéculatives, ou encore de limitation des rémunérations abusives. Les intentions que viennent d'annoncer certains Etats européens pour limiter les bonus, ou pour interdire la spéculation sur les produits dérivés vont dans le bon sens.

Mais qu'en est-il au niveau mondial ? Peut-on réellement croire qu'il peut y avoir de l'efficacité sans une régulation internationale fermement appliquée ? Pour ma part, je n'y crois pas, tant les intérêts en jeu sont contradictoires, que ce soit ceux des groupes financiers ou tout simplement ceux des Etats, dans un contexte de guerre économique et de concurrence mondiale exacerbée.

3 – Quelles sont les solutions possibles ? Le modèle proposé par l'Economie Sociale peut-il servir d'exemple pour un développement éthique durable ?

La première des exigences est de redonner du sens à l'économie publique et plus généralement aux politiques publiques.

Aujourd'hui, les politiques publiques ont des défis majeurs à relever :

- celui des droits fondamentaux de la personne et de l'exercice d'une citoyenneté fortement compromise par le creusement des inégalités ;
- celui de la gestion des conflits entre le court terme et le long terme, entre la micro-économie et la macro-économie, entre le conjoncturel et le structurel. Aujourd'hui, on raisonne trop souvent en logique budgétaire de court terme, l'investissement est considéré comme une dépense, et les déficits sociaux comme des dettes ;
- celui de la refondation de la notion de service public et de la mise à niveau des moyens affectés à sa gestion, afin que « la main publique » tempère la domination de « la main invisible » du marché. A cet égard, on doit apporter la plus grande attention aux travaux sur les SSIG en Europe et aux réflexions du dernier Prix Nobel d'économie, Madame Elinor OSTROM, sur la gestion collective du bien commun ;
- celui de la cohésion sociale, dans un contexte de montée des risques et des crises, aux plans économique, social et environnemental ;
- celui de la transmission, celle des valeurs et des principes de vie en communauté, celle des dispositifs de solidarité entre les générations, entre les riches et les plus pauvres.

La question est de savoir si les Etats ont la volonté et la capacité de conduire les politiques publiques nécessaires pour relever tous ces défis. Ce n'est pas certain, car il faudrait qu'ils les conduisent ensemble, ce qui est loin d'être le cas.

Cela donne donc du relief aux propositions et aux actions de l'Economie Sociale, et la période actuelle crée de véritables opportunités pour faire valoir le modèle qu'elle développe depuis plusieurs décennies.

Je voudrais aborder ce thème de trois façons :

1. **oui**, l'Economie Sociale peut servir de modèle parce qu'elle est fondamentalement basée sur des valeurs et des concepts éthiques, et parce qu'elle met l'Homme au centre de sa vocation,
2. **mais** l'Economie Sociale doit examiner ses pratiques, car elle est confrontée aux évolutions de la société, qui en la banalisant, affaiblissent son action et contraignent ses ambitions,
3. **non**, l'Economie Sociale ne doit pas céder au chant des sirènes et renier ses fondamentaux, et ce n'est qu'à cette condition qu'elle peut espérer constituer un modèle exemplaire.

I – L'Economie Sociale étant par nature vouée à l'homme, elle peut conceptuellement constituer un modèle de référence.

→ Les entreprises et les organisations de l'Economie Sociale appuient leur action sur un socle de valeurs qui constitue leur carte d'identité et leur raison d'être :

- sociétés de personnes, elles sont tout d'abord dans une dimension humaine, et non dans une dimension financière comme le sont les sociétés de capitaux,
- sociétés de personnes, elles fonctionnent selon les principes démocratiques,
- sociétés de personnes vouées à l'être humain, elles ont pour finalités la satisfaction de ses besoins, en conjuguant l'intérêt individuel et l'intérêt collectif, mais aussi la responsabilité, celle de l'individu, vis-à-vis de lui-même comme vis à vis de la société.

→ Ces valeurs, ces raisons d'être, ces finalités, les entreprises de l'Economie Sociale les érigent en règles statutaires, qui définissent tant la nature de leur activité que leurs modes de fonctionnement, coopératif, mutualiste ou associatif.

→ Elles s'engagent ainsi par leur action et leur effet redistributif, à apporter des réponses aux besoins sociaux des individus, en particulier les plus démunis, dans une approche solidaire et démocratique, en alternative à l'économie marchande qui privilégie la maximisation du profit individuel.

→ L'Economie Sociale est fondamentalement une économie d'intérêt collectif, qui ambitionne de contribuer à la construction d'un modèle de société responsable et durable, garante de la cohésion sociale. Cela ne veut pas dire bien sûr qu'elle doit brider la liberté individuelle et l'initiative privée, mais c'est l'intérêt général qui doit primer.

II – Pour autant, l'Economie Sociale est-elle irréprochable vis-à-vis des valeurs et des pratiques éthiques ?

Nul doute que l'Economie Sociale doit examiner ses pratiques, car elle est confrontée aux évolutions de la société qui ont tendance à banaliser son action et à affaiblir sa vocation.

On peut y voir au moins 5 raisons :

1. comme je l'ai indiqué précédemment, nous sommes dans un environnement économique dominé par les règles du marché et de la concurrence. Cela crée un contexte qui conduit les entreprises de l'Economie Sociale bien souvent malgré elles, sur le terrain de la banalisation, et cela est un risque majeur, car ainsi, elles perdent de vue leur finalité et leur vocation, et donc leur identité,
2. cette tendance est renforcée par l'obligation d'appliquer des normes et des règles créées pour réguler l'activité des sociétés de capitaux, concernant la concurrence, la solvabilité, les ratios prudentiels, les normes comptables,
3. l'importance prise dans la gouvernance par une technocratie professionnelle, bien souvent au détriment du pouvoir politique et du contrôle démocratique, a dévoyé de leurs finalités premières certaines entreprises de l'Economie Sociale, notamment dans la banque. La crise financière n'a du reste pas épargné celles qui en reniant les



valeurs et principes fondamentaux, se sont aventurées sur le chemin de la spéculation et de l'argent gagné facilement,

4. plus globalement, le contexte de marchandisation excessive, de financiarisation à outrance et de recherche du profit maximum ne facilite pas l'action des entreprises de l'Economie Sociale confrontées à la concurrence,
5. enfin, la logique de marché et de compétition économique a généré une société d'hyper consommation qui a modifié les comportements. En effet, les sociétaires des organisations de l'Economie Sociale et les bénéficiaires de leurs activités, sont devenus de plus en plus consommateurs et de moins en moins adhérents ou sociétaires, et encore moins militants.

Cette évolution a bien entendu entraîné des conséquences sur la vie démocratique des organismes de l'Economie Sociale, parce que l'adhérent ou le sociétaire est devenu avant tout un consommateur, tandis que la crise du militantisme tant redoutée il y a quelques années, est devenue aujourd'hui une vraie réalité.

III – Quelles sont les conditions pour que l'Economie Sociale puisse constituer un modèle de développement éthique durable ?

Pour moi, qui ne suis pas un théoricien, mais un praticien, celles-ci apparaissent finalement fort simples et applicables:

→ L'Economie Sociale doit tout d'abord se rappeler en permanence sa raison d'être et ses finalités premières, afin d'éviter les dérives auxquelles les techniques gestionnaires peuvent conduire. Ses principes fondamentaux doivent être au cœur des stratégies de développement, des projets d'entreprise et des actions de formation des personnels, avant même les ambitions de conquête de parts de marché et de rentabilité financière.

→ Les entreprises qui composent l'Economie Sociale doivent refuser la banalisation, et rester distinctives dans leur mode de fonctionnement et leur service rendu à l'individu et à la société.

En France, par exemple, on ne connaît plus vraiment la différence entre une grande banque coopérative et une banque commerciale privée, et le sociétaire a un pouvoir réel égal à zéro.

→ Elles doivent rester des structures de proximité pour être au plus près des besoins des personnes, et être attentives aux effets négatifs des concentrations qui les éloignent des préoccupations de terrain.

→ L'Economie Sociale doit mieux faire connaître sa différence, et mieux rechercher l'adhésion des citoyens, ainsi qu'une vraie reconnaissance auprès des pouvoirs publics et des institutions. Le contexte de crise d'aujourd'hui constitue une réelle opportunité pour informer et communiquer sur ses atouts. Elle doit aussi faire la démonstration qu'en conciliant l'économie avec les valeurs universelles de solidarité et de démocratie, elle a une utilité sociale et collective supérieure à celle de l'économie de capitaux.



→ Elle doit également être innovante en termes de concepts de gouvernance économique, et l'on suivra attentivement les recherches qui se développent sur ce terrain. Cela est certes difficile, dans un environnement économique dominé par l'argent et la recherche du profit, mais c'est la condition indispensable pour proposer une alternative.

Le défi des valeurs pour un développement soutenable est donc très clairement celui de :

- la gouvernance et du contrôle démocratique
- la relation de proximité sur le terrain entre les individus et les organisations
- l'éthique et les pratiques de management

Si elles sont des entreprises au sens économique du terme, sont surtout les représentantes d'un mouvement d'idées, porteuses de valeurs universelles tournées vers l'être humain.

C'est en relevant ces défis, et en apportant les bonnes réponses à ces questions, que l'Economie Sociale peut constituer un modèle de référence, et dans le même temps, par son exemplarité, avoir l'ambition de contribuer à la constitution d'un nouvel ordre contre l'inégalité, basé sur des valeurs et des pratiques humanistes.

La tâche sera dure, parce que la crise que le Monde traverse est une véritable crise éthique, révélatrice d'une crise profonde de société, au sein de laquelle une grande partie des individus a perdu ses points de repères, une société inégalitaire, une société où domine l'esprit de lucre.

L'accroissement des inégalités dans le Monde impose donc de militer avec conviction, détermination, mais discernement, en faveur du modèle de l'Economie Sociale, à la condition que celui-ci soit exemplaire.

Au travers des sections nationales, grâce à son mode de fonctionnement qui conjugue la connaissance et le savoir des universitaires, et l'expertise des praticiens de l'économie d'intérêt collectif, le CIRIEC est particulièrement bien placé pour faire rayonner les valeurs de l'Economie publique et de l'Economie Sociale et faire avancer le progrès social dans le Monde.

Oui, nous voulons un monde solidaire qui ne laisse personne au bord du chemin, qui crée sa richesse par le travail productif et non par la spéculation, qui sache redistribuer équitablement les fruits de ce travail.

Nous voulons une société qui s'appuie sur les principes de l'Economie Sociale, en plaçant l'individu et la réponse à ses besoins au cœur de son action et de son organisation, et non sur ceux de l'économie ultra-libérale, qui place le profit financier comme finalité et non comme moyen, et qui montre ses résultats désastreux.

Nous voulons que les organismes de l'Economie d'intérêt collectif soient attentifs à conjuguer performance économique et promotion des valeurs, et se refusent à se laisser banaliser sous l'effet des mécanismes du marché.

Tout cela est probablement une utopie, mais il n'est pas de grande avancée sociétale qui n'ait été au préalable une utopie.